Égalité des chances ou des résultats : l'influence du genre

Equal chances or equal results: the effects of gender

Chancengleichheit und Geschlecht

Philippe Lemistre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2396>

DOI : 10.4000/formationemploi.2396

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2006

Pagination : 67-77

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Philippe Lemistre, « Égalité des chances ou des résultats : l'influence du genre », *Formation emploi* [En ligne], 93 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 03 décembre 2009, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2396> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2396>

Égalité des chances ou des résultats : l'influence du genre

Par Philippe Lemistre*

Les inégalités sociales traversent toujours le monde éducatif. Pourtant, les femmes atteignent le même niveau d'études que les hommes ; on peut ainsi évoquer une égalité des résultats scolaires. Qu'en est-il si l'on considère le milieu social des parents et le devenir de ces jeunes sur le marché du travail ?

L'origine sociale a-t-elle une influence identique sur le niveau d'études et l'accès au marché du travail ? Et si des différences existent, en quoi le genre y contribue-t-il ? On comparera la situation des garçons et des filles en termes de diplôme et d'accès à l'emploi, en distinguant ensuite l'influence du père de celle de la mère. Mais auparavant, il convient de préciser en quoi « l'égalité des chances à l'école » diffère de « l'égalité des chances lors de l'accès à l'emploi ».

Le fait que de plus en plus de jeunes accèdent aux plus hauts niveaux d'études traduit notamment la volonté d'accroître « l'égalité des chances à l'école ». Cette dernière vise à permettre au plus grand nombre d'accéder aux plus hauts niveaux d'études, quelle que soit l'origine sociale. Au terme « d'égalité des chances à l'école » sera préféré par la suite « l'égalité des résultats scolaires » afin de bien distinguer ce qui relève de la scolarité et de l'insertion. Actuellement, l'inégalité des résultats scolaires subsiste car les choix des jeunes demeurent fortement déterminés par leur origine sociale. Si les revenus restent évidemment essentiels, au-delà du « capital économique » pour l'accès au plus haut niveau d'études, le « capital

culturel » serait au moins aussi déterminant, puisqu'il favorise les enfants des classes « supérieures » (Bourdieu et Passeron, 1970).

Les stratégies individuelles s'exercent néanmoins au sein du système éducatif, mais elles dépendent de l'origine sociale, même si elles peuvent être qualifiées de « rationnelles ». L'exemple de l'orientation en fin de la troisième est particulièrement significatif.

* Philippe Lemistre est économiste au LIRHE (Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur les ressources humaines et l'emploi). Ses travaux portent sur les carrières salariales et l'articulation entre système éducatif et marché du travail. Il a récemment publié avec J.-F. Giret, « Le déclassement à l'embauche des jeunes : vers un changement de la valeur des diplômes ? », *Brussels Economic Review, Special Issue in « Economics of Education and Human Resources »*, vol. 47, n° 3, 2004. Il coordonne un ouvrage avec J.-M. Lattes et P. Roussel, *Individualisation des salaires et rémunération des compétences*, Économica, Collection « recherche », à paraître, 2006.

La demande d'un cycle long pour des élèves qui ont une moyenne générale de moins de neuf, concerne 61 % des enfants de cadres supérieurs contre 37 % des enfants d'ouvriers (Duru-Bellat, Jarousse et Mingat, 1993). Selon Boudon (1973, notamment), de tels constats reflètent le fait qu'enfants et parents des classes « populaires » surestiment les coûts et les risques et sous-estiment les avantages de la scolarisation. À l'opposé, enfants et parents de classes « supérieures » en connaissent bien les avantages ; la famille assume facilement les coûts et peut compenser les risques (cours particuliers).

Ainsi, l'inégalité des résultats scolaires due à l'origine sociale, maintes fois constatée et discutée afin de tenter d'y remédier, persiste.

Toutefois, quand bien même « l'égalité des résultats scolaires » serait réalisée, aurait-elle pour corollaire l'égalité des chances sur le marché du travail ? *A priori* non. Dans les faits, « l'origine sociale aurait un impact sur les destinées sociales (professionnelles) plutôt plus important que sur les parcours scolaires » et ceci à diplôme identique pour ce dernier cas (Goux et Maurin, 1997, p. 22.). Ce constat, effectué pour des générations entrées sur le marché du travail jusqu'en 1993, est susceptible de se renforcer avec l'élévation générale du niveau de formation qui s'est confirmée pour les générations postérieures (Beduwe et Germe, 2004). De nombreux jeunes se trouvent alors « déclassés », au sens où ils occupent un emploi d'un niveau inférieur à celui auquel leur diplôme est « censé » leur donner accès. Ainsi, 40 % des jeunes de la génération de sortants 98 s'estiment déclassés au premier emploi (Giret et Lemistre, 2004).

En conséquence, il existe un très important décalage entre la correspondance « niveau de diplôme »/« niveau d'emploi » souhaitée, et la réalité. Les détenteurs d'un même diplôme n'ont donc pas un destin équivalent et vraisemblablement pas la même « égalité des chances » lors de l'accès à l'emploi selon leur origine sociale. Compte tenu de cette éventualité, « l'égalité des résultats scolaires », *i.e.* « l'égalité des chances à l'école », n'est pas du tout équivalente à « l'égalité des chances à l'entrée sur le marché du travail ».

Si l'on comprend bien les causes, notamment structurelles, du « déclassement » à l'embauche, il convient d'éclairer le rôle de l'origine sociale dans l'accès au

marché du travail. Les réseaux sociaux sont déterminants ici. L'appel aux réseaux est le premier outil de recrutement, devant les candidatures spontanées (Lizé, 2000). Ces réseaux sociaux concernent aussi bien des relations personnelles ou familiales que des retours dans une entreprise où le salarié a déjà travaillé, chacune de ces deux modalités constituant 20 % au moins des cas (Degenne, 2004, Lagarenne et Marchal, 1995). Pour les jeunes, le rôle des réseaux sociaux semble particulièrement déterminant. Par exemple, 57 % des moins de trente ans en 1997 ont trouvé leur premier emploi stable grâce à leurs réseaux sociaux (Margolis et Simonet, 2005) ; par ailleurs, ces réseaux personnels jouent un rôle plus déterminant que les réseaux professionnels (Lemistre, 2005). Au capital culturel invoqué précédemment se superpose alors une notion plus vaste : « le capital social » notamment associé aux réseaux (Degenne et Forsé, 2004).

À l'argument essentiel des réseaux s'ajoute (ou se confond) celui qui souligne, pour le système éducatif, que les stratégies individuelles sont contraintes et/ou façonnées par l'origine sociale. Dans cette perspective, à diplôme équivalent, les « ambitions » des jeunes issus des classes « populaires », par rapport à l'emploi, sont susceptibles d'être moins élevées que celles des jeunes issus des classes « supérieures ».

Effectuer une étude sur l'inégalité des résultats scolaires et l'inégalité des chances en début de carrière impose de prendre en compte le genre. Lorsqu'il s'agit d'étudier l'égalité des résultats scolaires, la distinction par genre demeure pertinente pour les parents. La profession de la mère est, en effet, moins influente que celle du père, même si les écarts se réduisent. En revanche, il semblerait que les effets de l'origine sociale sur le niveau d'études ne soient plus favorables aux garçons, la situation entre filles et garçons s'étant rééquilibrée (Thélot et Vallet, 2000). Cette absence, *a priori*, de distinction par genre pour l'accès aux plus hauts niveaux d'études n'a pas nécessairement pour corollaire un effet comparable de l'origine sociale sur l'accès au marché du travail. De fait, une étude sur la génération de sortants du système éducatif de 1998, également retenue ici, suggère que la ségrégation (entre hommes et femmes) sur le marché du travail ne reproduirait pas la ségrégation opérée dans le système éducatif, alors que cette relation est souvent supposée (Coupié et Epiphane, 2004 et dans ce numéro).

Deux explications des choix d'orientation des filles vers les filières scolaires d'excellence apportent des éléments d'analyse. En effet, ces deux perspectives nous semblent également applicables aux choix professionnels des filles en début de carrière. L'une fait l'hypothèse que, dès la prime enfance, la socialisation des filles demeurerait très différente de celle des garçons et les conduirait à se sous-estimer, d'autant plus, évidemment, que leur milieu d'origine est modeste (Baudelot et Establet, 1998). Rapporté à l'insertion, les filles s'autosélectionneraient, cédant alors la place aux garçons. Le résultat est identique pour la seconde hypothèse : celle des « *choix raisonnés* » (Duru Bellat, 1989). Ici, les filles ne sont pas des « acteurs dupés » mais raisonnables et raisonnés car leurs choix seraient mieux adaptés à la place qui leur est socialement assignée, notamment dans leur future famille. Comme la perception qu'elles ont de cette place dépend, vraisemblablement en grande partie, de leur milieu d'origine, on rejoint en fait l'explication précédente.

Afin d'examiner l'influence de l'origine sociale selon le genre sur le destin scolaire puis lors de l'accès au marché du travail, l'enquête « génération 98 » du Céreq est mobilisée. La situation retenue est celle de 2001 pour la génération sortie du système éducatif en 1998. L'étude porte donc sur les débuts de carrière des jeunes diplômés.

L'objectif de la première section est de confirmer que, pour une génération récente, la profession des parents influencerait de manière similaire le niveau d'études des garçons et des filles. Ensuite, la pertinence de cette proximité entre filles et garçons est examinée en regard de la situation des parents. En effet, la PCS (Profession et Catégories Socioprofessionnelles) des parents, habituellement retenue, est complétée par leur situation au moment où le jeune sort du système éducatif (chômage, retraite, activité dans le privé ou le public, inactivité).

La seconde section est consacrée à l'égalité des chances sur le marché du travail en début de vie active. « L'égalité des chances » est étudiée *via* la probabilité d'occuper un emploi de statut cadre en 2001. L'influence de l'origine sociale est analysée à niveau d'études certifiées identique pour les filles et les garçons. Les effets des interactions entre influence de l'origine sociale sur le niveau d'études et l'insertion sont également discutés.

PAS DE DIFFÉRENCE SEXUÉE DANS LE LIEN ORIGINE SOCIALE/NIVEAU D'ÉTUDES ?

Les estimations sont effectuées sur un échantillon limité aux jeunes en emploi trois ans après leur sortie du système éducatif, qui sont alors considérés comme insérés. L'échantillon représente 34 923 individus (effectifs non pondérés) répartis respectivement en 20 117 garçons et 14 806 filles en emploi en 2001¹.

Le niveau d'études est représenté par le « nombre d'années d'études certifiées » qui correspond au plus haut niveau du diplôme obtenu². Le « nombre d'années d'études certifiées » est mis en relation avec la profession des parents et la situation des parents en 1998 (**tableau 1**).

À origine sociale identique, les filles ont des performances scolaires supérieures à celles des garçons. Ce premier résultat rejoint celui de nombreuses autres études. La durée d'études certifiées des filles est de 7 mois supérieure à celle des garçons (**tableau 1, colonne 1**).

Il est intéressant de constater (**colonne 1**) que la hiérarchie des professions des parents relative au nombre d'années d'études des enfants est très proche pour les professions du père et de la mère, à l'exception de la profession « agriculteur », plus influente pour le père

¹ Les chômeurs et les inactifs de la génération 98 en 2001 sont exclus car nous avons souhaité faire porter l'analyse uniquement sur la population insérée. La seconde section traite, en effet, de l'accès à la profession cadre. Cette situation s'analyse donc uniquement par rapport à l'accès aux autres professions. Il n'y a donc pas de confusion entre une analyse des déterminants de l'accès à une qualification donnée et de ceux de l'accès au marché du travail et ou de l'éventuel choix d'inactivité. Il s'avère de plus impossible de reconstituer la PCS des chômeurs (cadres ou autres), car imputer aux jeunes chômeurs leur PCS précédente (démarche habituelle pour les générations plus âgées) est discutable ou impossible pour des jeunes en début de carrière qui ont occupé des « emplois d'attente » ou aucun emploi. Pour une étude de l'accès à l'emploi qualifié de l'ensemble de la génération 98, le lecteur se reportera à Boumahdi et Lemistre (2006).

² Cette variable est construite à partir du « nombre d'années d'études brut » qui correspond à l'âge de fin d'études moins six ans. Le « nombre d'années d'études certifiées » est tel qu'au moins 25 % des diplômés ont obtenu le diplôme concerné pour ce nombre d'années d'études (Jarousse et Mingat, 1986). Il est important de noter que la substitution du « nombre d'années d'études certifiées » au « nombre d'années d'études brut » change peu les résultats quant au lien niveau d'études et origine sociale (Boumahdi et Lemistre, 2005). Les années d'études non validées ont, en effet, peu de lien avec l'origine sociale (Lemistre, 2004a).

Tableau 1
Niveau d'études et origine sociale

Variable expliquée : nombre d'années d'études certifiées				
Genre des enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	
				effectif
Durée d'études au-delà de 6 ans en moyenne	13 années et 3 mois	13 années et 10 mois	13 années et 6 mois	
Pour la situation de référence : père et mère ouvrier du secteur privé	12 années et 1 mois	12 années et 1 mois	12 années et 1 mois	
PCS des parents et inactivité (1)				
Père (*écart à ref. en mois)				
Agriculteur	12	11	11	1 792
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	10	11	10	4 074
Cadre	26 (2)	26	26 (1)	6 477
Profession intermédiaire	15	15	15	3 206
Employé	7	5	6	9 763
Ouvrier	ref.	ref.	ref.	8 495
Inactif (hors retraités)	~	~	~	1 116
Mère				
Agriculteur	4	2	3	1 062
Artisan, commerçant, chef d'entreprise.	7	5	6	1 296
Cadre	18	15	17	3 317
Profession intermédiaire	8	9	8	1 461
Employé	5	4	4	13 660
Ouvrier	ref.	ref.	ref.	2 469
Inactif (hors retraités)	3	2	2 (3)	11 658
Situation professionnelle des parents à la sortie d'études (1998)				
Père				
Chômage	- 3	- 7	- 5	1 027
Retraité	13	9	11	3 178
Emploi secteur publique	- 1	- 4	- 2	8 251
Emploi secteur privé	ref.	ref.	ref.	21 351
Mère				
Chômage	- 3	- 2	- 3	903
Retraité	9	6	7	1 084
Emploi secteur publique	1	1	1	7 835
Emploi secteur privé	ref.	ref.	ref.	13 443
Fille			7	14 806
Total				34 923
R ² ajusté	0,18	0,18	0,19	

R² : niveau de variance expliqué.

Lecture : ce tableau indique les différences exprimées en mois d'études d'une modalité considérée par rapport à la situation de référence pour chaque « bloc ». L'estimation est réalisée par les moindres carrés ordinaires.

(1) La profession des parents correspond à la nomenclature des PCS plus la modalité « inactifs hors retraités ». En effet, pour les « inactifs hors retraités », la PCS n'est pas toujours renseignée (pour les retraités la PCS est renseignée). Ainsi, compte tenu des particularités de l'enquête et des choix méthodologiques retenus, l'inactivité (hors retraite) caractérise donc aussi bien la profession que la situation.

(2) Lire : un fils de père cadre dispose de 26 mois d'études certifiées de plus qu'un fils d'ouvrier « toutes choses égales par ailleurs » (profession de la mère, et situations du père et de la mère en 1998).

(3) Les effets de l'inactivité de la mère sont à examiner en regard de la référence pour la profession et la situation. Par exemple, ici avoir une mère inactive accroît le nombre d'années d'études certifiées de 2 mois par rapport à la situation « ouvrière travaillant dans le secteur privé ».

~ : non significatifs au seuil de 5 %.

que pour la mère. En faisant une lecture par colonne du **tableau 1**, on obtient le classement suivant par ordre croissant d'années d'études certifiées apportées (hors agriculteurs) : ouvrier, employé, artisan commerçant, chef d'entreprise, profession intermédiaire puis cadre. Toutefois, la profession du père est toujours plus discriminante que celle de la mère ; d'une part, parce que les écarts avec la profession ouvrier(e) sont supérieurs à tous les niveaux de qualification ; d'autre part, parce que les écarts entre professions sont plus importants pour le père que pour la mère. Par exemple, les garçons et les filles, dont le père est profession intermédiaire étudient 9 mois de plus que les enfants d'employés (15-6), alors que l'écart est de 4 mois s'il s'agit de la mère (8-4).

A contrario, concernant le genre des enfants, en faisant une lecture en ligne du **tableau 1**, la profession de chaque parent a un impact moyen « relativement » proche pour les filles et les garçons ; même si ces derniers retirent parfois un petit avantage de la profession de leurs parents. Ainsi, avoir un père cadre augmente le niveau d'études de 26 mois en regard de la profession ouvrier pour le père, de manière identique pour les filles et les garçons. Pour la mère, l'avantage est de plus de 18 mois pour les garçons et 15 pour les filles. Avoir un père « et » une mère cadre conduit donc à un nombre d'années d'études certifiées supérieur de plus de 3 années à la situation père « et » mère ouvriers (44 mois pour les garçons, 41 pour les filles). Si les deux sont professions intermédiaires, le surplus est de deux années (respectivement 23 et 24 mois pour les garçons et pour les filles). Enfin, si les deux sont employés, l'avantage est de une année pour les garçons et 9 mois pour les filles.

L'explication est liée à l'écart de niveau d'études des deux catégories, les employés étant en moyenne plus diplômés que les ouvriers. C'est d'ailleurs toujours le cas pour la génération 98, le nombre d'années d'études certifiées moyen des employés étant supérieur de plus d'un an à celui des ouvriers, et ce quel que soit le genre. En effet, le niveau d'études des parents est susceptible de mieux refléter le « capital culturel » que la PCS³.

³ Pour une étude ayant utilisé le niveau d'études voir notamment Boumahdi et Plassard (1992). La PCS est l'élément retenu ici pour deux raisons : l'une pratique, les sources utilisées ici ne permettent de connaître que la PCS, l'autre liée à notre problématique, PCS des enfants et PCS des parents étant mises en relation dans la seconde partie. Or, ici la variable pertinente est bien la CS des parents. Par souci d'homogénéité, il est donc logique d'utiliser la PCS.

Notons que pour la mère, dès lors qu'elle n'est pas inactive, sa profession correspond souvent au même niveau de qualification que celle du père (cadre et cadre, ouvrier et ouvrière, ouvrier et employée, etc.). En revanche, cette remarque ne vaut pas pour le père. Par exemple, parmi les mères cadres, 60 % ont un époux également cadre. À l'inverse, parmi les pères cadres, seuls 25 % ont une épouse également cadre. L'influence de la profession de la mère sur le niveau d'études est donc en grande partie liée à l'homogamie.

L'exogamie reste également favorable au père. Par exemple, il est moins pénalisant d'avoir un père cadre et une mère ouvrière ou employée que l'inverse. Toutefois, cette prédominance du rôle du père n'est pas générale et pas toujours très nette. Il s'avère même que, pour les garçons, avoir une mère cadre et un père profession intermédiaire conduit à un niveau d'études légèrement plus élevé que la situation inverse⁴.

Si l'influence de la profession des parents sur le niveau d'études certifiées est proche pour les filles et les garçons, celle de la situation des parents à la sortie d'études en 1998 est plus différenciée selon le genre. Seuls l'inactivité (hors retraite) et le chômage de la mère ont une influence similaire pour les filles et les garçons⁵. L'inactivité (hors retraite) de la mère permet d'accroître le niveau d'études certifiées de 2 mois et plus, vraisemblablement en raison de la disponibilité « relative » de la mère « inactive ». De la même manière, avoir un père retraité influence positivement la poursuite d'études, avec 13 mois d'études pour les garçons et 9 mois pour les filles. Pour la mère, l'influence est également positive, mais nettement moins importante que pour le père avec, dans les deux cas, un avantage significatif pour les garçons. Il est important de noter que la situation « père ou mère retraité » a un impact tout à fait considérable en regard des autres situations. Si les deux parents sont retraités, l'influence sur le niveau d'études est de plus 22 mois

⁴ Ces résultats sont obtenus en mettant en relation niveau d'études et situations conjointes du père et de la mère (situation du père plus situation de la mère). Les estimations ne sont pas reproduites ici car la situation conjointe est certes riche d'enseignements pour éclairer l'évolution du rôle de la profession de chaque ascendant, mais son influence ne remet pas en cause et ne « transcende » pas celle de chaque parent.

⁵ L'inactivité du père hors retraite est très marginale (0,9 % des pères).

(soit 13 + 9) pour les garçons et 15 (soit 9 + 6) pour les filles, soit un avantage supérieur ou proche au fait d'avoir un père profession intermédiaire ou une mère cadre (par rapport à la profession « ouvrier(e) »).

A contrario, la situation de chômage de la mère a un impact négatif de 2 mois et plus. Quant au chômage du père, il réduit de 7 mois les études des filles par rapport à la situation d'un père travaillant dans le secteur privé, alors que la pénalité est de 3 mois pour les garçons. Il est probable que les moindres ressources financières liées à cette situation ne permettent pas aux enfants de poursuivre leurs études. Ces arbitrages financiers sont manifestement moins défavorables aux garçons qu'aux filles.

L'influence d'un père ou d'une mère travaillant dans le secteur public semble, *a priori*, assez surprenante. Ainsi, avoir un père qui travaille dans le secteur public diminue, en effet, et surtout pour les filles, le nombre d'années d'études certifiées. Concernant les mères, l'effet est inverse : travailler dans le secteur public augmente les années d'études certifiées par rapport au privé. Une explication est liée à la présence de deux fois plus de mères cadres dans le secteur public – enseignantes pour la plupart – que dans le secteur privé. En d'autres termes, les mères cadres du public sont peut-être plus diplômées ou mieux formées et informées pour assurer la poursuite d'études de leurs enfants. De fait, si l'on croise secteur et profession, avoir une mère cadre du secteur public augmente significativement la durée des études certifiées en référence à une mère cadre du privé (3 mois pour les filles, 6 mois pour les garçons).

Ainsi, les filles ont un niveau d'études certifiées sensiblement supérieur à celui des garçons, toutes choses égales par ailleurs, d'une part. D'autre part, la profession des parents a une influence proche sur le niveau d'études des filles et des garçons, la profession du père demeurant plus déterminante que celle de la mère sur le nombre d'années d'études des garçons comme des filles. Néanmoins, si ce constat d'une proximité entre filles et garçons quant à l'influence de l'origine sociale confirme le résultat d'autres études, la prise en compte de la situation professionnelle des parents (emploi, chômage, retraite) relativise une telle proximité. En effet, la situation des parents est souvent plus favorable ou moins défavorable aux garçons qu'aux filles, notamment le chômage des parents.

DEVENIR CADRE : DES CHANCES DIFFÉRENCIÉES POUR UN MÊME NIVEAU D'ÉTUDES

Le niveau d'études certifiées demeure étroitement lié à la profession des parents et le lien est proche pour les filles et les garçons. Qu'en est-il en matière d'emploi au terme d'une période d'insertion de trois années ?

Pour examiner l'influence de l'origine sociale lors de l'accès au marché du travail, nous nous limiterons ici à l'étude de la probabilité d'accès à l'emploi « cadre ». Cette dernière est examinée en fonction du niveau d'études certifiées « et » de la profession des parents. Les variables qui caractérisent la situation des parents n'étaient disponibles que pour 1998. Néanmoins, il est probable que cette situation ait peu évolué jusqu'en 2001. Or, ces variables n'ont pas d'influence significative (au seuil de 5 et 10 %) sur l'accès des jeunes à l'emploi cadre, excepté pour l'inactivité hors retraite prise en compte ici. Le choix de la catégorie la plus qualifiée est guidé par un souci de simplification de la présentation, les résultats demeurant globalement valables pour l'accès aux autres catégories qualifiées, d'une part⁶. D'autre part, il s'agit d'une catégorie pour laquelle l'augmentation considérable des effectifs au cours des quatre dernières décennies a favorisé la mobilité sociale ascendante (Vallet, 1999). Toutefois, la part des cadres dans la population active n'a pas récemment évolué et n'est pas amenée à évoluer considérablement, alors que le nombre de diplômés ne cesse de croître⁷. Il apparaît alors opportun d'établir un état des lieux de l'accès à ce type d'emploi en fonction de l'origine sociale.

Plusieurs études mettent en avant la hausse du taux d'accès des femmes aux professions cadres, malgré le maintien d'une prédominance des hommes (Amar

⁶ D'autres estimations ont été réalisées en intégrant notamment les professions intermédiaires dans le cadre d'un modèle multinomial. Toutefois, pour cette modélisation, les coefficients sont plus difficiles à interpréter, même s'ils montrent clairement que les inégalités constatées pour l'accès à l'emploi cadre existent également pour l'accès au niveau immédiatement inférieur (professions intermédiaires), d'autant que concernant le genre, la catégorie cadre est la moins ségréguée pour la génération 98 (Coupié et Epiphane, 2004).

⁷ Source Dares, qui prévoit 20 % de cadres en 2010 contre 17,5 % actuellement.

M., Lerenard A. et *al.*, 1999, notamment). Pour les garçons et les filles sortis du système éducatif en 1998 et en emploi en 2001, l'accès à ce statut reste évidemment très lié au niveau d'études certifiées. Le niveau bac + 5 se détache nettement pour l'accès à ce type d'emploi. En effet, 78 % des jeunes possédant un diplôme de ce niveau sont cadres contre 34 % des titulaires d'un bac + 4 et 21 % d'un bac + 3. Une nette distinction entre filles et garçons apparaît, ces derniers ayant un taux d'accès plus élevé. En outre, plus le niveau d'études est élevé, plus l'écart entre garçons et filles est important. Si l'on raisonne à origine sociale identique (**tableau 2, colonnes tous**,

ligne fille), on retrouve les mêmes types d'écarts entre filles et garçons que précédemment.

Toutefois, dans le tableau, le regroupement filles et garçons (**colonne tous**) ne permet pas de repérer une influence différente des professions des parents pour chaque sexe. Or, l'influence de l'origine sociale sur l'accès à l'emploi semble expliquer en grande partie les écarts filles/garçons.

Ainsi, dès lors que le père et la mère sont tous deux ouvriers, les probabilités d'accès à l'emploi cadre des garçons et des filles n'apparaissent pas très éloignées : pour le niveau bac + 5, respectivement 68 %

Tableau 2
Devenir cadre en fonction de l'origine sociale à même niveau d'études

Niveau de certification	baccalauréat + 5 années			baccalauréat + 4 années			baccalauréat + 3 années		
Enfants	Tous	Garçons	Filles	Tous	Garçons	Filles	Tous	Garçons	Filles
% de cadres	78 %	84 %	70 %	34 %	43 %	28 %	21 %	27 %	17 %
Probabilité de la situation de référence : père et mère ouvriers	72 %	68 %	61 %	31 %	25 %	22 %	18 %	13 %	14 %
Fille	- 16 (1)			- 13			- 8		
Père									
Agriculteur	- 7	- 6	~	- 7	- 5	~	- 4	- 3	~
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	+ 5	+ 7	~	+ 5	+ 7	~	+ 4	+ 4	~
Cadre	+ 11	+ 14	+ 11	+ 15	+ 17	+ 9	+ 11	+ 12	+ 7
Profession intermédiaire	+ 5	+ 8	~	+ 6	+ 8	~	+ 5	+ 5	~
Employé	~ (3)	~	~	~	~	~	~	~	~
Inactif (hors retraité)	~	~	~	~	~	~	~	~	~
Mère									
Agriculteur	+ 10	+ 16	~	+ 13	+ 19	~	+ 10	+ 13	~
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	~	~	~	~	~	~	~	~	~
Cadre	+ 9	+ 11	+ 12	+ 12	+ 12	+ 10	+ 9	+ 8	+ 8
Profession intermédiaire	+ 7	+ 13	~	+ 8	+ 15	~	+ 6	+ 10	~
Employé	ns	+ 8	~	ns	+ 8	~	ns	+ 5	~
Inactif (hors retraité)	+ 5	+ 9	~	+ 6	+ 10	~	+ 4	+ 6	~

Lecture : ce tableau indique les différences de probabilité d'une modalité considérée par rapport à la probabilité de la situation de référence (père et mère ouvriers ici). La régression logistique permet d'estimer la probabilité d'être cadre à trois ans selon les PCS des parents, le niveau d'études certifiées et le genre (pour l'estimation globale). L'effet de chaque caractéristique est estimé « toutes choses égales par ailleurs ». Les écarts reproduits correspondent à trois calculs de probabilités effectués pour 3 niveaux d'études sur 8. En effet, dès lors qu'une variable est continue ou représentée par une série d'indicatrices, c'est le cas ici pour le niveau d'études, la probabilité doit être recalculée pour chaque valeur de la variable. L'estimation est limitée à 3 niveaux. Pour les autres niveaux, la proportion de cadres était évidemment nettement moins importante et les résultats n'apportaient pas d'informations complémentaires.

Exemple de lecture : pour un diplôme de niveau bac + 5, les filles ont une probabilité « toutes choses égales par ailleurs » de 16 % de moins d'être cadres à origine sociale identique par rapport aux garçons

~ : non significatifs au seuil de 5 %.

Source : Enquête génération 98, calcul de l'auteur.

et 61 %. L'influence différenciée de l'origine sociale entre filles et garçons creuse donc, en grande partie, les écarts entre genres constatés précédemment « toutes origines sociales confondues », pour les bac + 5, soit respectivement 84 % et 70 %.

Pour les garçons, la profession cadre du père a une influence sur l'accès à l'emploi cadre plus importante que celle de la mère cadre et aussi plus conséquente que pour les filles. Pour ces dernières, l'influence d'une ascendance cadre est très proche, qu'il s'agisse du père ou de la mère. En d'autres termes, le rôle de la mère cadre est « relativement » plus prononcé pour les filles. C'est d'ailleurs la seule profession pour laquelle les filles retirent un avantage identique à celui des garçons, voire légèrement supérieur au niveau bac + 5. Le rôle prépondérant de la mère pour les filles apparaît plus clairement encore lorsque l'on s'intéresse à l'accès à l'emploi et à l'emploi qualifié pour toute la génération formée, et pas seulement pour la population en emploi (Boumahdi et Lemistre, 2006).

Pour autant, la profession cadre reste « globalement » plus influente pour le père, puisque les cadres représentent 18 % des pères contre 9 % pour les mères. De plus, seuls ces 9 % ont une influence sur le destin des filles. Les coefficients des variables représentant les autres professions du père ou de la mère sont, en effet, non significatifs pour les filles (sans exception au seuil de 5 % avec des valeurs des coefficients proches de zéro). Les commentaires qui suivent concernent donc uniquement les garçons.

Pour les garçons, l'influence de chaque profession sur la probabilité d'être cadre est non négligeable, seule la profession « agriculteur » du père diminue la probabilité d'être cadre en regard de la référence. 9 % seulement des fils de père agriculteur sont cadres et les deux-tiers des garçons « agriculteurs » sont fils d'agriculteur.

Bien moins que la profession cadre, mais de manière significative pour le père, les professions regroupées « artisan, commerçant ou chef d'entreprise » augmentent la probabilité d'être cadre. La même profession de la mère est sans influence significative. Toutefois, seules 4 % des mères exercent ces professions contre 12 % des pères qui sont vraisemblablement plus fréquemment « chefs d'entreprise ».

Pour tous les niveaux, le père « profession intermédiaire » accroît la probabilité d'être cadre avec une influence inférieure de moitié à celle de la profession

du père « cadre ». Étonnamment, pour tous les niveaux de certification, cette même profession de la mère influence plus favorablement l'accès à l'emploi cadre que celle du père. Il en va de même pour la profession « employée » et la situation « inactive » (situation du père non significative dans les deux cas).

Au final, la première partie démontrait la relation entre niveau d'études et origine sociale, alors que la seconde lie l'accès à l'emploi cadre avec ce même niveau d'études et l'origine sociale. Lors de l'estimation de la probabilité d'être cadre, le niveau d'études devrait être expliqué par l'origine sociale. Sur le plan économétrique, la variable éducation est donc réputée « endogène ». Plusieurs tests économétriques mobilisant les enquêtes Génération 92 et 98 ont été effectués en prenant en compte ces différents éléments. S'ils permettent de préciser certains constats établis ici, ils ne les remettent pas en cause (Boumahdi et Lemistre, 2005 ; 2006).

*   *

*

Au terme de cet article, il apparaît clairement que l'origine sociale n'influence pas de la même manière le niveau d'études certifiées et l'accès au marché du travail, avec des différenciations marquées selon le genre.

Une seule remarque s'applique communément aux analyses de l'impact de l'origine sociale sur le niveau d'études « et » l'accès à l'emploi cadre : les écarts entre les différentes professions des parents sont souvent plus prononcés pour le père que pour la mère. Par exemple, un père « cadre » a une influence deux fois plus importante qu'un père « profession intermédiaire » sur l'accès à l'emploi cadre de son fils. En revanche, l'influence de ces deux professions est proche si elles sont exercées par la mère.

Les analogies entre les deux analyses menées successivement s'arrêtent là car les professions des parents ne jouent manifestement pas de la même manière sur le niveau d'études et l'accès à l'emploi cadre. En d'autres termes, les mêmes causes (les professions des parents) ne produisent pas les mêmes effets. Tout d'abord, les différences par genre des ascendants sont plus marquées pour le niveau d'études. Par exemple, avoir un père cadre favorise nettement plus l'accès aux plus hauts niveaux d'études qu'avoir une mère cadre. En revanche, l'influence de la profession cadre des parents

sur l'accès à l'emploi cadre est proche, qu'il s'agisse du père ou de la mère. Ensuite, la hiérarchie des professions des ascendants concernant leur impact sur le niveau d'études ou l'accès à l'emploi cadre n'est pas la même. On constate même parfois une opposition : un père agriculteur favorise la poursuite d'études mais limite la probabilité d'être cadre des garçons.

Les différences quant au rôle de l'origine sociale sur le niveau d'études et l'accès à l'emploi cadre sont plus marquées encore selon le genre des enfants. Tout d'abord, les résultats obtenus ici confortent notamment ceux de Thélot et Vallet (*op. cit.*) quant à la proximité filles/garçons concernant l'influence de la profession des parents sur le niveau d'études. Cependant, la prise en compte de la situation des parents (chômage, retraite, secteur d'activité) lorsque le jeune sort du système éducatif ne permet plus de conclure à une influence comparable de l'origine sociale sur le niveau d'études pour les filles et les garçons. En effet, contrairement à la profession, la situation des parents est plus favorable ou parfois moins défavorable à la poursuite d'études pour les garçons. Par exemple, le chômage du père est moins pénalisant en la matière pour les garçons ; la disponibilité des parents (mère inactive ou parents retraités) leur est aussi plus favorable. *A contrario*, pour les filles et les garçons, la situation des parents ne semble pas influencer l'accès à l'emploi cadre à niveau d'études donné.

Par ailleurs, alors que les professions des parents ont un impact similaire sur les niveaux d'études des deux sexes, elles sont très nettement favorables aux garçons pour l'obtention d'un emploi cadre. Le rôle des ascendants explique en grande partie les écarts relatifs au taux d'accès à l'emploi cadre entre filles et garçons, à niveau d'étude identique.

Comment analyser ce résultat ? Deux explications qui se recoupent ont été évoquées en introduction : les filles s'autosélectionneraient compte tenu d'une socialisation qui les amènent à se sous-estimer par rapport aux garçons, ou encore elles effectueraient

des « choix raisonnés » en fonction de la place qui leur est assignée socialement. Les « choix raisonnés » ou l'autosélection seraient logiquement différenciés selon l'origine sociale, les arbitrages étant d'autant moins défavorables aux filles que les parents occupent une position élevée dans la hiérarchie sociale. La relation différenciée à l'origine sociale selon le genre peut également provenir d'une meilleure efficacité des réseaux sociaux des parents pour les garçons, dont les causes restent à déterminer. Or, il semble peu probable que l'influence des réseaux devienne plus favorable aux filles au cours de la carrière. En effet, au fil de la carrière, les réseaux professionnels jouent un rôle de plus en plus déterminant par rapport aux réseaux personnels (Lemistre, 2005). Or, un rapport récent du BIT (2003) indique que « *les femmes sont exclues des réseaux des entreprises* ».

L'ensemble des résultats interroge les politiques publiques. Dans ce domaine, si l'égalisation des résultats scolaires à « profession des parents » identique est maintenant réalisée pour le genre, au moins en termes de niveau, force est de constater que l'inégalité des chances entre hommes et femmes en début de carrière lui succède. Agir sur « l'égalité des résultats scolaires » ne résout donc pas tous les problèmes « d'inégalité des chances » à l'entrée sur le marché du travail. Pour assurer l'égalité des chances selon le genre et l'origine sociale, les politiques de l'emploi doivent donc prendre le relais des politiques éducatives. Par exemple, une modalité originale développée par les pouvoirs publics est le « parrainage », qui consiste notamment à créer des « réseaux de substitutions » pour ceux qui ne disposent pas d'un « *capital social* »⁸. ■

⁸ Pour des éléments complémentaires voir le *Guide pratique du parrainage 2003*, (Éd. ministère des Affaires sociales du Travail et de la Solidarité) ou figurent notamment les caractéristiques des publics concernés dont l'item : « *absence de réseau de relations professionnelles* » (extrait circulaire DGEFP-DPM du 4 août 2003, n° 2099/16403-20).

Bibliographie

- Amar M., Lerenard A., Topiol-Bensaid A., Viney X. (1999), « Quinze ans de métiers, l'évolution des emplois de 1983 à 1999 », *Premières Synthèses* n° 05, MES-DARES.
- Baudelot C. et Establet R. (1998), *Allez les filles !*, Seuil, coll. « Points ».
- Bédoué C., Germe J.-F. (2004), « Les logiques de l'élévation des niveaux de formation : de la hausse à la stabilisation », *Formation Emploi*, n° 85, pp. 7-22.
- BIT (2003), *L'heure de l'égalité au travail*, Rapport OIT I(B), conférence internationale du travail, 91^e session.
- Boudon (1973), *L'inégalité des chances, La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Colin, 237 p.
- Boumahdi R. et Plassard J.-M. (1992), « Note à propos du caractère endogène de la variable éducation dans la fonction de gains », *Revue Économique*, vol. 43, n° 1, pp. 145-156.
- Boumahdi R. et Lemistre P. (2005), « Niveau d'études et accès à l'emploi : une étude économétriques des interactions avec l'origine sociale », *Working paper, note LIRHE*, n° 408.
- Boumahdi R. et Lemistre P. (2006), « Accès à l'emploi qualifié en début de vie active : déterminants », *Working paper, note LIRHE*, n° 428.
- Bourdieu P. et Passeron J.-C. (1970), *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit.
- Couppié T. et Epiphane D. (2004), « Des bancs de l'école aux postes de travail... chronique d'une ségrégation annoncée », *Working paper, Notes Emploi Formation*, Céreq.
- Degenne A. (2004), « Le marché du travail comme réseau et système de niches. Une lecture de l'enquête Génération 98 », *Working paper Céreq*, <http://www.cereq.fr/pdf/Net-Doc-8.pdf>, juillet, n° 8, 20 p.
- Degenne A. et Forsé M. (2004), *Les réseaux sociaux*, 2^e édition, Armand Colin, coll. « U », 294 p.
- Duru-Bellat M. (1989), *L'École des filles. Quelles formations pour quels rôles sociaux ?* Paris, L'Harmattan.
- Duru-Bellat M., Jarousse J.-P. et Mingat A. (1993), « Les scolarités de la maternelle au lycée », *Revue française de sociologie*, n° 34-1, janvier-mars.
- Giret J.-F. et Lemistre P. (2004), « Le déclassement à l'embauche des jeunes : vers un changement de la valeur des diplômes ? », *Cahiers Economiques de Bruxelles - Brussels Economic Review, Special Issue in «Economics of Education and Human Resources*, vol. 47, n° 3.
- Goux et Maurin, (1997), « Destinées sociales : le rôle de l'école et milieu d'origine », *Économie et Statistique*, n° 306, pp. 13-26.
- Jarousse J.-P. et Mingat A. (1986), « Un réexamen du modèle de gain de Mincer », *Revue Économique*, n° 6, pp. 999-1031.
- Lagarenne C. et Marchal E. (1995), « Recrutements et recherche d'emploi », *La lettre du CEE*, n° 38. Repris dans *Problèmes économiques*, n° 2.458, 7 février, La Documentation française.
- Lemistre P. (2003), « Dévalorisation des diplômes et accès au premier emploi », *Revue d'Économie Politique*, janvier-février, vol. 1.
- Lemistre P. (2004a), « Déterminants des rendements de l'éducation et leur évolution en France », *Communication aux 21^e journées de microéconomie appliquée*, Gremars-Medee, Lille, mai, *Working paper, Note LIRHE*, n° 386.
- Lemistre P. (2004b), « Egalités des chances versus égalité des résultats scolaires et genre », in *Genre et données longitudinales*, actes des Journées du longitudinal, IREDU Dijon, mai, Céreq, coll. « Relief ».

Lemistre P. (2005), « Parrainage et réseaux sociaux : proposition d'analyse », *Actes des rencontres régionales du parrainage vers l'emploi*, Toulouse 1er février, Éd. BPS et DRTEFP Midi-Pyrénées.

Lizé L. (2000), « Stratégie des entreprises qui recrutent par l'ANPE », in *Efficacité versus équité en économie sociale*, L'Harmattan.

Margolis D. et Simonnet V. (2005), « Filières éducatives, réseaux et réussite professionnelle », *Économie et Prévision*, vol. 3-4, n° 408.

Thélot C. et Vallet L.-A. (2000), « La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », *Économie et Statistique*, n° 334, pp. 3-32.

Vallet L.-A. (1999), « Quarante années de mobilité sociales en France. L'évolution de la fluidité sociale à la lumière de modèles récents », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n° 1, pp. 5-64.

Résumé

Égalité des chances ou des résultats : l'influence du genre

Philippe Lemistre

L'égalité des chances à l'école ne se confond manifestement pas avec l'égalité des chances lors de l'accès au marché du travail. Ainsi, alors que les professions des parents ont un impact similaires sur les niveaux d'études des deux sexes, certaines d'entre elles favorisent l'obtention d'un emploi cadre pour les garçons. Le constat d'une influence analogue de l'origine sociale sur le niveau d'études pour les filles et les garçons est néanmoins relativisé. En effet, la situation professionnelle des parents est souvent plus favorable ou moins défavorable aux garçons qu'aux filles, notamment le chômage des parents.

Mots clés

Origine sociale, famille, sexe, orientation scolaire-professionnelle, cadre, économétrie, enquête Génération 98

Journal of Economic Literature : J16, C35, J12